

Prix du Corps Consulaire de la Province de Liège 2024 – résumé du travail

« Deux sources de son malheur semblent demeurer inépuisables : une géopolitique complexe qui a fait de lui une arène de gladiateurs régionaux et internationaux, et un système politique confessionnel hypothéquant toute velléité de créer un État de droit moderne et démocratique »¹.

Ce constat du politologue Ghassan El-Ezzi introduit la question centrale que pose ce travail : *Syrie au Liban ? Une analyse socio-constructiviste des manifestations et conséquences d'interventions du régime syrien dans les affaires internes libanaises post-tutelle (2005-2020)*. Face à un Etat libanais qui jongle entre les forces centrifuges de sa région, l'équilibre de ses multiples communautés, les nombreuses crises politiques que traverse le pays et les dominations étrangères successives, ce mémoire interroge les ingérences étrangères – et en particulier syriennes – au Liban et leurs conséquences, dans une dimension historique, identitaire et socio-politique.

Dans ce cheminement réflexif, le travail s'inscrit également dans une conception plus généralisable, voire universelle. L'histoire et le vivre-ensemble des États émaillés par les nombreuses communautés qui génèrent des sous identités, tel qu'on le rencontre en Belgique, sont des sujets peu aisés à analyser et les raccourcis sont parfois rapidement faits. La mobilisation des identités multiples dans la profondeur historique et politique de ces États est donc au cœur de mon analyse et peut résonner avec d'autres narrations que celles de l'État libanais.

La démarche abductive qui soutient cette analyse repose sur une large revue de la littérature et la conduite d'entretiens (journalistes politiques libanais, chercheurs, professeurs, ...) et amène aussi à interroger la place du chercheur – et, à plus forte raison, la chercheuse occidentale que je suis – dans la lignée des réflexions épistémiques relatives au *savoir situé*. Un questionnement politique d'ingérence étrangère est en effet difficilement objectivable ou quantifiable de manière univoque, ainsi le choix du cadre théorique et des concepts mobilisés tient compte de la dimension interprétative de la recherche.

Prenant comme point de départ la fin officielle de l'occupation tutélaire de la Syrie sur le Liban en 2005, le mémoire présente, suivant les moments clés de la scène politique libanaise, la place et le rôle de la Syrie dans les affaires internes libanaises, en se basant sur leur histoire commune et leurs identités qui, parfois, transcendent la distinction territoriale entre les Etats syrien et libanais. Les questions de souveraineté et de « fragilité » de l'Etat découlent directement de ce paysage complexe et questionnent le consociativisme libanais ainsi que les crises multidimensionnelles qui émergent et se succèdent.

L'étude a été structurée selon les trois mandats présidentiels (MM. Lahoud, Sleimane et Aoun) depuis 2005 ainsi que leurs épisodes de tensions et de vacances. Chaque chapitre analyse dès lors le contexte politique qui prend place, l'organisation de la scène politique interne et la structure étatique du Liban afin de dresser les contours de cette présence syrienne.

En effet, alors que le régime syrien quitte officiellement le territoire en 2005, le paysage politique se modifie et s'articule durablement autour d'une empreinte syrienne qui demeure. Une partie du Liban

¹ El-Ezzi, Ghassan. « Le Liban : De problèmes en crises ». Confluences en Méditerranée N°70, no 3 (2009), p. 9

revendique un retour à la souveraineté et l'indépendance de l'État (et, surtout, le départ de cette présence syrienne), tandis qu'une autre souhaite maintenir des relations d'intérêts avec le régime syrien.

Devenant progressivement un acteur multidimensionnel et incontournable de la scène libanaise et régionale, le Hezbollah transforme la relation syro-libanaise en développant une entente de raison avec Damas. Ce lien qui persiste au Liban se complexifie davantage avec la crise de 2011 en Syrie, présentée comme un moment de bascule. La relation devenue horizontale entre Damas et le Hezbollah (et, de façon plus générale, avec le mouvement pro-syrien dit du « 8 Mars ») évolue : le Liban s'inscrit en Syrie via le soutien du Hezbollah au régime en crise.

La relation syro-libanaise, devenue alors majoritairement syro-hezbollahi, est à prendre en compte comme une relation d'intérêts réciproques. Cette reconfiguration ne concerne plus qu'une partie du Liban, qui défend sa propre vision, ses positions et ses intérêts sur la scène politique duopole².

Par la suite, bien que le lien historique entre les deux États et les autres formes de relations interpersonnelles persistent, la Syrie se tourne vers ses problèmes internes et ses leviers d'influence au Liban diminuent fortement, alors que la scène politique libanaise maintient une réelle polarisation autour de la question syrienne. Une présence discursive continue donc de diviser le champ politique du Liban en deux camps et participe à la fragilité de l'État, qui fait face aux crises, à l'inertie politique et aux répercussions du conflit syrien.

Bien que la complexité du sujet doublée de l'impraticabilité partielle du terrain rende les données et les récits parfois diffus, l'influence est variée et évolue au Liban selon les contextes internes et régionaux mais reste ancrée en profondeur. Damas conserve ainsi des leviers (auprès de différents acteurs confessionnels en fonction des intérêts réciproques, dans divers secteurs économiques, dans ses liens interpersonnels et historiques) et les interlocuteurs libanais ne sont pas étrangers à ces interventions, laissant parfois « la porte entrouverte ».

Les liens historiques et la construction étatique libanaise expliquent en partie le fait que la Syrie n'ait pas définitivement mis fin à sa présence en 2005, ce qui amène à une réflexion plus large au sujet de l'État libanais.

Le fonctionnement institutionnel et la souveraineté du Liban, en lien avec le concept d'État fragile mobilisé dans cette recherche ainsi que le mode consociativiste interrogent en effet le lien avec les ingérences étrangères. L'État pluriconfessionnel fragmenté au Liban a éloigné les piliers consociatifs, devenus toujours plus complexes à transcender du fait de leur prégnance dans le fonctionnement libanais et leurs constructions identitaires. Le système crée alors difficilement une nation commune mais rend possible les liens communautaires transnationaux.

Ainsi, dans une dynamique double, ces liens transnationaux sont aussi développés et entretenus par le régime syrien. Son passé de force tutélaire, leur proximité historique et géographique, ainsi que leur réciprocité d'intérêts forment une relation complexe.

Outre la mise en évidence des traces et indicateurs de la présence syrienne demeurant au Liban, l'analyse approfondit le postulat d'un État libanais qui serait, par sa fragmentation interne et son environnement régional, sujet aux ingérences extérieures. En documentant la relation syro-libanaise cette étude ramène

² L'opposition qui s'est constituée durant les premières élections législatives, donnant l'avantage aux pro-syriens, parviendra à défendre ses intérêts jusqu'à mener l'État dans de larges impasses politiques (volonté d'obtention d'une minorité de blocage, d'un Tribunal Spécial mixte, du maintien de ses armes pour le Hezbollah, ...) (voir chapitres 2 et 3).

l'ensemble des facteurs politiques, historiques, sociologiques, identitaires et étatiques du Liban contemporain au premier plan.

Si la portée du mémoire était temporellement définie, l'établissement de ces traits saillants de l'Etat libanais gagnerait à être actualisé au vu des multiples mouvements à l'œuvre dans la région, depuis les recherches quant à l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020 jusqu'à l'intensification des tensions à la frontière israélo-libanaise des derniers mois.